

Rapport financier 2018

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Communauté métropolitaine de Montréal

Code géographique : CM663

Type d'organisme municipal : Communauté métropolitaine ou rurale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Carolle Belley, CPA auditrice, CA, atteste la véracité du rapport financier
de Communauté métropolitaine de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____

Date

2019-04-04

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Communauté métropolitaine de Montréal (ci-après « l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'entité au 31 décembre 2018 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que l'entité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12 et 17, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Montréal

[Original signé par]

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A111208

DATE 2019-04-04

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Revenus				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	85 032 600	85 032 600	84 244 850
Transferts	4	3 300 000	4 229 377	12 573 167
Services rendus	5		228 337	87 118
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7			
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	500 000	1 862 184	1 050 429
Autres revenus	10		596	262
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	88 832 600	91 353 094	97 955 826
Charges				
Administration générale	14	8 471 910	5 874 880	5 248 482
Sécurité publique	15			
Transport	16	10 971 640	8 966 691	902 695
Hygiène du milieu	17	16 710 860	9 091 584	7 515 111
Santé et bien-être	18	49 075 600	36 423 364	36 188 911
Aménagement, urbanisme et développement	19	13 149 800	10 635 385	9 824 681
Loisirs et culture	20	25 500 000	25 500 000	25 500 000
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 801 500	675 125	788 341
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	125 681 310	97 167 029	85 968 221
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(36 848 710)	(5 813 935)	11 987 605
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		32 541 479	20 553 874
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		32 541 479	20 553 874
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		26 727 544	32 541 479

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	60 932 000	90 835 111
Débiteurs (note 5)	2	3 567 155	1 837 126
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	64 499 155	92 672 237
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	10 211 025	34 322 467
Revenus reportés (note 12)	12	4 840 219	
Dette à long terme (note 13)	13	19 710 549	23 057 294
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	3 162 000	2 890 000
	15	37 923 793	60 269 761
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	26 575 362	32 402 476
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	124 562	120 185
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19		
Autres actifs non financiers (note 17)	20	27 620	18 818
	21	152 182	139 003
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	26 727 544	32 541 479

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(36 848 710)	(5 813 935)	11 987 605
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 ()	(64 479)	(58 432)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		60 102	52 688
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(4 377)	(5 744)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		(8 802)	(18 818)
	11		(8 802)	(18 818)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(36 848 710)	(5 827 114)	11 963 043
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		32 402 476	20 439 433
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		32 402 476	20 439 433
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		26 575 362	32 402 476

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(5 813 935)	11 987 605
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	60 102	52 688
Autres			
-	3		
-	4		
	5	(5 753 833)	12 040 293
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 730 029)	484 885
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(24 111 442)	25 662 897
Revenus reportés	9	4 840 219	
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	272 000	490 000
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	(8 802)	(18 818)
	14	(26 491 887)	38 659 257
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(64 479)	(58 432)
Produit de cession	16		
	17	(64 479)	(58 432)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	(3 372 000)	(3 199 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	25 255	35 208
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(3 346 745)	(3 163 792)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(29 903 111)	35 437 033
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	90 835 111	55 398 078
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	90 835 111	55 398 078
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	60 932 000	90 835 111

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Communauté métropolitaine de Montréal ("La Communauté") est un organisme de réglementation, planification, coordination et de financement dans l'exercice des compétences qui lui sont conférées par la Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal (L.R.Q., c. C-37, 01).

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Communauté métropolitaine de Montréal, lesquels sont établis selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des affaires municipale et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présentée aux pages 17 et 18, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présenté aux pages 23.

A) Périmètre comptable et partenariats

La Communauté ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilisation d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Estimations comptables

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction procède à des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés pour dresser les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Communauté métropolitaine de Montréal pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****C) Actifs**

S.O.

a) Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la communauté est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

b) Actifs non financiers

La Communauté possède des licences d'utilisation de données numériques dans le domaine de l'orthophotographie.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Ameublement	5 ans
Équipement de bureau (informatique)	3 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Communauté métropolitaine de Montréal de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futures qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

S.O.

D) Passifs

S.O.

E) Revenus**Constataion des revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

constaté à titre de passif au poste revenus reportés.

Constatation des revenus d'intérêts

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Constatation des revenus de quote-part

Les quotes-parts des municipalités sont constatées lorsqu'elles sont déterminées pour l'exercice auquel elles se rapportent et ce en conformité avec le règlement sur l'établissement des quotes-parts.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs du régime à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé offerte aux retraités.

La **charge** est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2015 (la Loi). S'ajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime. Des requêtes introductives d'instances en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la cour supérieure visant à faire annuler cette loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2018.

Un **actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs** est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fermeture de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les **obligations au titre des prestations constituées** sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des années de services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Communauté en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée.

Aux fins du calcul de la **valeur des actifs** et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2018 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les **gains et les pertes actuariels** sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le **coût des services passés** découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charge. Aucun coût pour services passés n'a été constaté pour la période.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments**Frais d'émission liés à la dette à long terme:**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. Le dette à long terme est présentée après déduction de ces frais à l'état de la situation financière.

3. Modification de méthodes comptables**Actifs, actifs éventuels et droits contractuels**

Le 1er janvier 2018, la Communauté a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 3210, « Actifs », SP 3320, « Actifs éventuels », et SP 3380, « Droits contractuels », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la Communauté.

Apparentés

Le 1er janvier 2018, la Communauté a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 2200, « Information relative aux apparentés », et SP 3420, « Opérations interentités », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la Communauté.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 20 320 220	90 835 111
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3 40 611 780	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 60 932 000	90 835 111
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11	
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 3 311 096	1 691 627
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 16 061	22 001
Organismes municipaux	15	
Autres		
- Autres	16 239 998	123 498
-	17	
	18 3 567 155	1 837 126
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(151 000)	(286 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(3 011 000)	(2 604 000)
	37	<u>(3 162 000)</u>	<u>(2 890 000)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	598 000	862 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	441 000	391 000
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	142 905	105 307
	43	<u>1 181 905</u>	<u>1 358 307</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires**11. Crédoiteurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	1 173 466	808 338
Salaires et avantages sociaux	48	327 610	343 330
Dépôts et retenues de garantie	49	10 000	5 000
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
-	53	8 699 949	33 165 799
-	54		
-	55		
-	56		
-	57		
	58	10 211 025	34 322 467

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Subvention gouv. Qc inondation	68	4 840 219	
-	69		
-	70		
-	71		
	72	4 840 219	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

						2018	2017
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	2,90	2022	2026	73	19 844 000	23 216 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	19 844 000	23 216 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(133 451)	(158 706)
					83	19 710 549	23 057 294

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme			Total 2018	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2019	84	92	3 444 000	100	109	117	3 444 000
2020	85	93	3 534 000	101	110	118	3 534 000
2021	86	94	3 626 000	102	111	119	3 626 000
2022	87	95	3 720 000	103	112	120	3 720 000
2023	88	96	2 329 000	104	113	121	2 329 000
2024 et +	89	97	3 191 000	105	114	122	3 191 000
	90	98	19 844 000	106	115	123	19 844 000
Intérêts et frais accessoires				107	()	124	()
	91	99	19 844 000	108	116	125	19 844 000

Note

		2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	26 575 362	32 402 476
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()	()
Autres	128	()	()
	129	26 575 362	32 402 476

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	158		185		212		
Eaux usées	131	159		186		213		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	160		187		214		
Autres	133	161		188		215		
Réseau d'électricité	134	162		189		216		
Bâtiments	135	163		190		217		
Améliorations locatives	136	164		191		218		
Véhicules	137	165		192		219		
Ameublement et équipement de bureau	138	1 730 240	166	64 479	193	427 183	220	1 367 536
Machinerie, outillage et équipement divers	139	167		194		221		
Terrains	140	168		195		222		
Autres	141	169		196		223		
	142	<u>1 730 240</u>	170	<u>64 479</u>	197	<u>427 183</u>	224	<u>1 367 536</u>
Immobilisations en cours	143		171		198		225	
	144	<u>1 730 240</u>	172	<u>64 479</u>	199	<u>427 183</u>	226	<u>1 367 536</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	173		200		227		
Eaux usées	146	174		201		228		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	175		202		229		
Autres	148	176		203		230		
Réseau d'électricité	149	177		204		231		
Bâtiments	150	178		205		232		
Améliorations locatives	151	179		206		233		
Véhicules	152	180		207		234		
Ameublement et équipement de bureau	153	1 610 055	181	60 102	208	427 183	235	1 242 974
Machinerie, outillage et équipement divers	154	182		209		236		
Autres	155	183		210		237		
	156	<u>1 610 055</u>	184	<u>60 102</u>	211	<u>427 183</u>	238	<u>1 242 974</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>120 185</u>					239	<u>124 562</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240	243		245		247		
Amortissement cumulé	241	()	244	()	246	()	248	()
Valeur comptable nette	242						249	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
Note		
<hr/>		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
- Divers	256	27 620
-	257	18 818
-	258	
Autres		
-	259	
-	260	
	261	27 620
		18 818
Note		
<hr/>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

Les engagements contractuels au 31 décembre 2018 se répartissent comme suit:

a) Les montants exigibles avant taxes, jusqu'au 31 juillet 2024, en vertu du bail de location des locaux sont de 1 023 055 \$ (2019); 1 034 218 \$ (2020); 1 034 218 \$ (2021); 1 034 218 \$ (2022); 1 034 218 \$ (2023); 603 294 \$ (2024) et totalisent une somme de 5 763 221 \$.

b) Programme d'acquisition et de conservation d'espaces boisés. Ce programme adopté par la résolution CC05-014 vise à soutenir les initiatives d'acquisition des espaces boisés de valeur écologique d'intérêt métropolitain. L'aide financière octroyée représente un maximum de 50 % des coûts admissibles du projet. Au 31 décembre 2018, une somme de 85 900 \$ était engagée.

c) Le programme intitulé Troisième plan d'action pour l'accessibilité aux rives et aux plans d'eau du Grand Montréal adopté par la résolution CC07-017 appuie financièrement des projets d'immobilisations tels que : parcs riverains, promenades cyclables et pédestres favorisant l'accès aux rives et aux plans d'eau, aménagement de sites d'observation, quais et rampes de mise à l'eau, aménagement de sites pour la baignade, aménagement d'espaces naturels riverains, mise en valeur d'éléments patrimoniaux. L'aide financière octroyée représente un maximum de deux tiers des coûts admissibles du projet. Au 31 décembre 2018, une somme de 286 002 \$ était engagée.

d) Le programme d'aide financière pour l'accessibilité aux rives et aux plans d'eau du Grand Montréal adopté par la résolution CC14-016 appuie financièrement des projets d'immobilisations tels que : parcs riverains, promenades cyclables et pédestres favorisant l'accès aux rives et aux plans d'eau, aménagement de sites d'observation, quais et rampes de mise à l'eau, aménagement de sites pour la baignade, aménagement d'espaces naturels riverains, mise en valeur d'éléments patrimoniaux. L'aide financière octroyée représente un maximum de 50 % des coûts admissibles du projet. Au 31 décembre 2018, une somme de 200 000 \$ était engagée.

e) Programme d'aide financière pour les projets contribuant à la mise en place de la Trame verte et bleue sur le territoire métropolitain ainsi que le Programme d'aide financière pour le projet d'aménagement d'un sentier cyclable et pédestre entre Oka et Mont Saint Hilaire. La mise en place de ces programmes fait suite à la signature de deux ententes avec le gouvernement du Québec. Les coûts admissibles des projets sont répartis tiers-tiers-tiers entre le gouvernement, la CMM et l'organisme. Au 31 décembre 2018, une somme de 27 892 362 \$ était engagée pour la Trame et une somme de 9 968 588 \$ pour le sentier. Ces sommes représentent les parts de la CMM et du gouvernement.

19. Droits contractuels

S.O.

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

Les données budgétaires présentées ont été approuvées par le conseil(CC17-027) le 28 septembre 2017.

24. Instruments financiers**Financement à long terme des activités de fonctionnement :**

La Communauté a adopté le règlement 2005-31 autorisant un emprunt de 51 000 000 \$ relativement aux coûts du logement social. Le Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire a approuvé le règlement d'emprunt 2005-31 le 2 août 2005.

La Communauté a adopté le règlement 2013-58 autorisant un emprunt de 33 725 000\$ relativement à des travaux en Environnement et en Transport(Trame verte et bleue et piste cyclable et pédestre). Le Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire a approuvé le règlement d'emprunt 2013-58 le 14 juin 2013.

La Communauté a adopté le règlement 2016-69 autorisant un emprunt de 53 000 000 \$ aux fins du remboursement par la Communauté de la contribution de base versée par les municipalités pour les projets réalisés dans le cadre du programme AccèsLogis Québec. Le Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire a approuvé le règlement d'emprunt 2016-69 le 14 décembre 2016.

Logement social :

Les disponibilités du fond de logement social pourront être affectées à des projets en cours de réalisations conformément aux obligations imposées à la Communauté en vertu des articles 152 à 153.1 de la loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1					
Compensations tenant lieu de taxes	2					
Quotes-parts	3	85 032 600	85 032 600		85 032 600	84 244 850
Transferts	4	3 300 000	4 229 377		4 229 377	12 573 167
Services rendus	5		228 337		228 337	87 118
Imposition de droits	6					
Amendes et pénalités	7					
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	500 000	1 862 184		1 862 184	1 050 429
Autres revenus	10		596		596	262
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	88 832 600	91 353 094		91 353 094	97 955 826
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15					
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20					
	21	88 832 600	91 353 094		91 353 094	97 955 826
Charges						
Administration générale	22	8 471 910	5 835 949	38 931	5 874 880	5 248 482
Sécurité publique	23					
Transport	24	10 971 640	8 964 903	1 788	8 966 691	902 695
Hygiène du milieu	25	16 710 860	9 085 266	6 318	9 091 584	7 515 111
Santé et bien-être	26	49 075 600	36 421 509	1 855	36 423 364	36 188 911
Aménagement, urbanisme et développement	27	13 149 800	10 624 175	11 210	10 635 385	9 824 681
Loisirs et culture	28	25 500 000	25 500 000		25 500 000	25 500 000
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	1 801 500	675 125		675 125	788 341
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32		60 102	(60 102)		
	33	125 681 310	97 167 029		97 167 029	85 968 221
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(36 848 710)	(5 813 935)		(5 813 935)	11 987 605

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(36 848 710)	(5 813 935)	11 987 605
Moins: revenus d'investissement	2	()	()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(36 848 710)	(5 813 935)	11 987 605
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		60 102	52 688
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		60 102	52 688
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 345 000)	(3 372 000)	(3 199 000)
	18	(3 345 000)	(3 372 000)	(3 199 000)
Affectations				
Activités d'investissement	19	()	(64 479)	(58 432)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	5 500 000	5 508 317	4 500 000
Réserves financières et fonds réservés	22	34 693 710	11 179 432	(6 412 357)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	40 193 710	16 623 270	(1 970 789)
	26	36 848 710	13 311 372	(5 117 101)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		7 497 437	6 870 504

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
	<u>Réalizations</u>	<u>Réalizations</u>
Revenus d'investissement	1	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES		
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Immobilisations		
Acquisition		
Administration générale	2 (64 479)	(58 432)
Sécurité publique	3 ()	()
Transport	4 ()	()
Hygiène du milieu	5 ()	()
Santé et bien-être	6 ()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()	()
Loisirs et culture	8 ()	()
Réseau d'électricité	9 ()	()
	10 (64 479)	(58 432)
Propriétés destinées à la revente		
Acquisition	11 ()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux		
Émission ou acquisition	12 ()	()
Financement		
Financement à long terme des activités d'investissement	13	
Affectations		
Activités de fonctionnement	14 64 479	58 432
Excédent accumulé		
Excédent de fonctionnement non affecté	15	
Excédent de fonctionnement affecté	16	
Réserves financières et fonds réservés	17	
	18 64 479	58 432
	19	
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	7 484 200	6 662 839	6 089 658
Charges sociales	2	2 835 700	2 017 944	2 084 970
Biens et services	3	4 914 600	3 068 604	2 426 993
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	1 145 000	549 514	663 851
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec	6			
et ses entreprises	7			
D'autres tiers	8			
Autres frais de financement	8	656 500	125 611	124 490
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9			
Transferts	10			
Autres	11	100 138 710	77 600 195	68 911 571
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	7 284 000	7 082 220	5 614 000
Amortissement des immobilisations	14		60 102	52 688
Autres				
- Art. 165 Loi CMM (1% imprévus)	15	1 222 600		
-	16			
-	17			
	18	125 681 310	97 167 029	85 968 221

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Frais de gestion	
Salaires	5
Créances douteuses	6
Autres frais de gestion	7
	8

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
-	14
	15
	16

Excédent (déficit) de l'exercice

17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18
Placements de portefeuille	19
Débiteurs	20
Provision pour créances douteuses	21 () ()
	22
Autres	23
	24

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25
Créditeurs et charges à payer	26
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	27
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28
Autres	29
Autres	30
	31

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire

32

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 109 219	3 461 782
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 841 684	5 500 000
Réserves financières et fonds réservés	3	36 496 079	46 675 512
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()	(
Financement des investissements en cours	5		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	(19 719 438)	(23 095 815)
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	26 727 544	32 541 479
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	4 109 219	3 461 782
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	4 109 219	3 461 782
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Bouclage	12	4 850 000	5 500 000
- Cours d'eau locaux	13	991 684	
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	5 841 684	5 500 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	5 841 684	5 500 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37		
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Fonds du logement social	45	7 623 480	6 624 099
- Fonds de développement métro	46	28 872 599	40 051 413
	47	36 496 079	46 675 512
	48	36 496 079	46 675 512

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 () (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres		
-	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres		
-	66 () (
-	67 () (
	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres		
-	72 () (
-	73 () (
	74 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 () (

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82		
Investissements à financer	83	()	()
	84		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	124 562	120 185
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	124 562	120 185
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	124 562	120 185
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(19 710 549)	(23 057 294)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	(133 451)	(158 706)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98	(19 844 000)	(23 216 000)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	()	()
	100	(19 844 000)	(23 216 000)
	101	(19 719 438)	(23 095 815)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Communauté métropolitaine de Montréal (Communauté) parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des employés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur la moyenne des salaires en fin de carrière et les rentes accumulées sont indexées à chaque année. À noter que conformément à la loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, la disposition d'indexation automatique a été abolie et a été remplacée par une indexation ad hoc pour les participants actifs.

En bref, le Régime est à prestations déterminées et les cotisations salariales des participants s'élèvent à 8.42% du salaire incluant une cotisation de stabilisation de 0,9% du salaire. La rente de retraite est égale à 2.0% du salaire final moyen pour chaque année de service crédité, moins la rente de raccordement. Une rente de raccordement est payable jusqu'à 65 ans et est égale à 25.0% du salaire final moyen, jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au moment de la retraite, multiplié par le ratio du nombre d'années de service crédité jusqu'à concurrence de 35 années, sur 35. La rente de retraite et la rente de raccordement sont réduites pour cause de retraite anticipée de 0.25% par mois précédant l'atteinte de la règle de 90 points (âge et années de service) ou de l'âge de 65 ans, selon le premier événement. Selon les dispositions actuelles, la rente de retraite et la rente de raccordement sont ajustées annuellement en fonction de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, jusqu'à concurrence de 2.0% et ajustée pour les participants actifs au prorata en fonction de la réserve de stabilisation disponible.

La Communauté parraine également un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées. Le régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées est offert aux officiers de la Communauté et n'est pas contributif. Toutefois, il contient une provision pour cotisations fictives. Ce régime prévoit des prestations basées sur la moyenne des salaires en fin de carrière et les rentes accumulées sont indexées à chaque année.

En bref, le Régime est à prestations déterminées et les cotisations fictives des participants s'élèvent à 9,0% du salaire moins les cotisations versées au Régime de retraite des employés de la communauté métropolitaine de Montréal (le Régime enregistré). La rente de retraite est égale à 2,0% du salaire final indexé pour chaque année de service crédité, moins une rente viagère qui est l'équivalent actuariel des cotisations fictives, moins une rente viagère qui est l'équivalent actuariel de la rente payable du Régime enregistré. De plus, la rente de raccordement est égale à 0,5% du salaire final indexé pour chaque année de service crédité, moins une rente de raccordement qui est l'équivalent actuariel de la rente payable du Régime enregistré.

La rente de retraite et la rente de raccordement sont ajustées annuellement selon une formule en fonction de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation. La rente de retraite et la rente de raccordement sont réduites pour cause de retraite anticipée de 0,50% par mois d'anticipation avant 55 ans et 0,25% par mois entre l'âge de 55 ans et l'atteinte de la règle de 80 points (âge et années de service) ou de l'âge de 60 ans, selon le premier événement.

La date d'effet de la dernière évaluation actuarielle aux fins de la comptabilité est le 31 décembre 2016 pour le régime de retraite enregistré et le 31 décembre 2018 pour le régime supplémentaire.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (286 000)	(162 000)
Charge de l'exercice	4 (598 000)	(862 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 733 000	738 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(151 000)</u>	<u>(286 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 17 271 000	16 735 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (18 086 000)	(17 396 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (815 000)	(661 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 664 000	497 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (151 000)	(164 000)
Provision pour moins-value	12 ()	(122 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(151 000)</u>	<u>(286 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 17 271 000	16 735 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (18 086 000)	(17 396 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (815 000)	(661 000)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 126 000	1 119 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 16 000	-
	20 1 142 000	1 119 000
Cotisations salariales des employés	21 (443 000)	(438 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 699 000	681 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 19 000	31 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 (16 000)	-
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26 -	-
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27 -	-
Variation de la provision pour moins-value	28 (122 000)	122 000
Autres	29 -	-
	30 -	-
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>580 000</u>	<u>834 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 916 000	862 000
Rendement espéré des actifs	33 (898 000)	(834 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 18 000	28 000
Charge de l'exercice	35 <u>598 000</u>	<u>862 000</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 (189 000)	1 202 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (<u>898 000</u>)	(<u>834 000</u>)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (1 087 000)	368 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 917 000	(237 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 (451 000)	(177 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 815 000	783 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 1 515 000	1 530 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 711 000	1 293 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,16 %	5,14 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,25 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	1	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Un régime complémentaire de retraite est offert aux retraités et à leurs personnes à charge. Ce régime comprend une protection pour l'assurance santé.

La protection d'assurance santé couvre les médicaments, les soins hospitaliers, les soins visuels, les soins paramédicaux et les soins dentaires. La couverture cesse au décès du participant retraité.

Les primes du programme d'assurance santé sont versées à 82.0% par l'employeur et à 18.0% par le participant retraité. Dans le cas de la couverture des médicaments, une surprime est payable par tout participant retraité de 65 ans ou plus. Le participant doit acquitter la surprime de la couverture pour le régime public d'assurance médicaments. Le régime complémentaire de retraite continue alors à rembourser la différence entre ce qui aurait été payable au retraité participant si ce dernier avait acquitté la surprime et le remboursement effectué par le régime public d'assurance médicaments.

La date d'effet de la dernière évaluation actuarielle aux fins de la comptabilité est le 31 décembre 2018 pour le régime complémentaire de retraite pour les retraités et leurs personnes à charge.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (2 604 000)	(2 238 000)
Charge de l'exercice	56 (441 000)	(391 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 34 000	25 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(3 011 000)</u>	<u>(2 604 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (2 111 000)	(2 999 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (2 111 000)	(2 999 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (900 000)	395 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (3 011 000)	(2 604 000)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(3 011 000)</u>	<u>(2 604 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (2 111 000)	(2 999 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 <u>(2 111 000)</u>	<u>(2 999 000)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 310 000	278 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 <u>310 000</u>	<u>278 000</u>
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 310 000	278 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 29 000	20 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 <u>339 000</u>	<u>298 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 <u>102 000</u>	<u>93 000</u>
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 <u>102 000</u>	<u>93 000</u>
Charge de l'exercice	87 <u>441 000</u>	<u>391 000</u>
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 1 266 000	(130 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	92 34 000	25 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 16	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 3,50 %	3,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 7,00 %	9,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,65 %	6,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2 029	2 026
Autres hypothèses économiques		
-	104 23	28
-	105 9	9

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	60	47

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	<u>42 406</u>	<u>32 074</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	142 905	105 307
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118		
	119	<u>142 905</u>	<u>105 307</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58		
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		7 643 502
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79	3 300 000	3 300 000
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86	929 377	1 629 665
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87		
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	4 229 377	12 573 167

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalizations 2018	Réalizations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT		
Administration générale	92	
Sécurité publique		
Police	93	
Sécurité incendie	94	
Sécurité civile	95	
Autres	96	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	97	
Enlèvement de la neige	98	
Autres	99	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	100	
Transport adapté	101	
Transport scolaire	102	
Autres	103	
Transport aérien	104	
Transport par eau	105	
Autres	106	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	
Réseau de distribution de l'eau potable	108	
Traitement des eaux usées	109	
Réseaux d'égout	110	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	111	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	112	
Tri et conditionnement	113	
Autres	114	
Autres	115	
Cours d'eau	116	
Protection de l'environnement	117	
Autres	118	
Santé et bien-être		
Logement social	119	
Sécurité du revenu	120	
Autres	121	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	122	
Rénovation urbaine	123	
Promotion et développement économique	124	
Autres	125	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	126	
Activités culturelles		
Bibliothèques	127	
Autres	128	
Réseau d'électricité	129	
	130	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Partage des revenus du cannabis	138		
Autres	139		
	140		
TOTAL DES TRANSFERTS	141	4 229 377	12 573 167

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	142		
Évaluation	143		
Autres	144		45
	145		45
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie	147		
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Matières recyclables	160		
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		
Santé et bien-être			
Logement social	170		
Autres	171		
	172		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	173	204 386	87 073
Rénovation urbaine	174		
Promotion et développement économique	175	23 951	
Autres	176		
	177	228 337	87 073
Loisirs et culture			
Activités récréatives	178		
Activités culturelles			
Bibliothèques	179		
Autres	180		
	181		
Réseau d'électricité			
	182		
	183	228 337	87 118

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations 2018	Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS		
Administration générale		
Greffes et application de la loi	184	
Évaluation	185	
Autres	186	
	187	
Sécurité publique		
Police	188	
Sécurité incendie	189	
Sécurité civile	190	
Autres	191	
	192	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	193	
Enlèvement de la neige	194	
Autres	195	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	196	
Transport adapté	197	
Transport scolaire	198	
Autres	199	
Autres	200	
	201	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202	
Réseau de distribution de l'eau potable	203	
Traitement des eaux usées	204	
Réseaux d'égout	205	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	206	
Matières recyclables	207	
Autres	208	
Cours d'eau	209	
Protection de l'environnement	210	
Autres	211	
	212	
Santé et bien-être		
Logement social	213	
Sécurité du revenu	214	
Autres	215	
	216	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	217	
Rénovation urbaine	218	
Promotion et développement économique	219	
Autres	220	
	221	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	222	
Activités culturelles		
Bibliothèques	223	
Autres	224	
	225	
Réseau d'électricité	226	
	227	
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	87 118

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	229		
Droits de mutation immobilière	230		
Droits sur les carrières et sablières	231		
Autres	232		
	233		
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	234		
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	235		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	236	1 862 184	1 050 429
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239		
Contributions des promoteurs	240		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241		
Contributions des organismes municipaux	242		
Autres contributions	243		
Redevances réglementaires	244		
Autres	245	596	262
	246	596	262
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	247		

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalizations 2018			Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	1 480 558		1 480 558	974 925
Greffe et application de la loi	2	608 242	4 266	612 508	604 644
Gestion financière et administrative	3	3 747 149	34 665	3 781 814	3 668 913
Évaluation	4				
Gestion du personnel	5				
Autres					
-	6				
-	7				
	8	5 835 949	38 931	5 874 880	5 248 482
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9				
Sécurité incendie	10				
Sécurité civile	11				
Autres	12				
	13				
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14				
Enlèvement de la neige	15				
Éclairage des rues	16				
Circulation et stationnement	17				
Transport collectif					
Transport en commun	18				
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21	8 964 903	1 788	8 966 691	902 695
	22	8 964 903	1 788	8 966 691	902 695

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Réalizations 2018			Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23			
Réseau de distribution de l'eau potable	24			
Traitement des eaux usées	25			
Réseaux d'égout	26			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27			
Élimination	28			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29			
Tri et conditionnement	30			
Matières organiques				
Collecte et transport	31			
Traitement	32			
Matériaux secs	33			
Autres	34			
Plan de gestion	35			
Autres	36			
Cours d'eau	37			
Protection de l'environnement	38			
Autres	39			
	40			
	9 085 266	6 318	9 091 584	7 515 111
	9 085 266	6 318	9 091 584	7 515 111
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Logement social	41	35 922 131	1 855	35 923 986
Sécurité du revenu	42			
Autres	43	499 378		499 378
	44	36 421 509	1 855	36 423 364
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	45	4 041 333	11 210	4 052 543
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	46			
Autres biens	47			
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	48			
Tourisme	49			
Autres	50			
Autres	51	6 582 842		6 582 842
	52	10 624 175	11 210	10 635 385
				5 614 000
				9 824 681

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53				
Patinoires intérieures et extérieures	54				
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56				
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	25 500 000		25 500 000	25 500 000
	60	25 500 000		25 500 000	25 500 000
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66				
	67	25 500 000		25 500 000	25 500 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	549 514		549 514	663 851
Autres frais	70				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71	120 000		120 000	121 000
Autres	72	5 611		5 611	3 490
	73	675 125		675 125	788 341
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	75	60 102	(60 102)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Communauté métropolitaine de Montréal

Code géographique : CM663

Type d'organisme municipal : Communauté métropolitaine ou rurale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	8
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	9
Analyse de la rémunération	10
Analyse des revenus de transfert par sources	10
Frais de financements par activités	11
Rémunération des élus	12
Questionnaire	13

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	64 479	58 432
Machinerie, outillage et équipement divers	19		
Terrains	20		
Autres	21		
	22	64 479	58 432

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27		
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	64 479	58 432
	34	64 479	58 432

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3			
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5			
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	23 216 000	3 372 000	19 844 000
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	23 216 000	3 372 000	19 844 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9			
Organismes municipaux	10			
Autres tiers	11			
	12			
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13			
	14			
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18			
	19	23 216 000	3 372 000	19 844 000
Dette en cours de refinancement	20	()	()	()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	23 216 000	3 372 000	19 844 000

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	19 844 000
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
-	13	
-	14	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	19 844 000
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	19 844 000
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	

Endettement total net à long terme	21	19 844 000
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	19 844 000
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
---	----	--

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
66112	Baie-D'Urfé	48 996
66107	Beaconsfield	128 799
66058	Côte-Saint-Luc	161 767
66142	Dollard-Des Ormeaux	225 390
66087	Dorval	238 031
66062	Hampstead	63 113
66102	Kirkland	139 598
66092	L'Île-Dorval	450
66023	Montréal	9 166 035
66007	Montréal-Est	51 496
66047	Montréal-Ouest	34 030
66072	Mont-Royal	246 071
66097	Pointe-Claire	255 005
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue	36 737
66127	Senneville	15 377
66032	Westmount	309 197
65005	Laval	1 959 133
58033	Boucherville	302 691
58007	Brossard	465 884
58227	Longueuil	947 040
58037	Saint-Bruno-de-Montarville	175 100
58012	Saint-Lambert	135 602
73015	Blainville	272 866
73005	Boisbriand	130 636
73030	Bois-des-Filion	36 364
60005	Charlemagne	21 001
72010	Deux-Montagnes	55 341
60028	L'Assomption	79 609
73025	Lorraine	45 653
64015	Mascouche	187 718
74005	Mirabel	266 137
72032	Oka	21 869
72020	Pointe-Calumet	18 214
60013	Repentigny	326 486
73020	Rosemère	98 564
73035	Sainte-Anne-des-Plaines	48 982
72015	Sainte-Marthe-sur-le-Lac	65 363
73010	Sainte-Thérèse	104 566
72005	Saint-Eustache	189 258
72025	Saint-Joseph-du-Lac	28 696
60020	Saint-Sulpice	13 566
64008	Terrebonne	471 100
70022	Beauharnois	47 457
57040	Beloeil	100 199
59030	Calixa-Lavallée	3 995
67020	Candiac	121 231

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
57010	Carignan	57 635
57005	Chambly	126 315
67050	Châteauguay	169 529
59035	Contrecoeur	40 509
67025	Delson	35 381
71100	Hudson	38 120
71095	L'Île-Cadieux	2 454
71060	L'Île-Perrot	39 631
67015	La Prairie	111 522
67055	Léry	12 339
71050	Les Cèdres	30 358
57025	McMasterville	21 693
67045	Mercier	48 696
57035	Mont-Saint-Hilaire	101 045
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	51 032
57030	Otterburn Park	30 963
71070	Pincourt	57 463
71055	Pointe-des-Cascades	5 567
55057	Richelieu	23 467
59015	Saint-Amable	40 308
57020	Saint-Basile-le-Grand	68 387
67035	Saint-Constant	103 604
67030	Sainte-Catherine	62 814
59010	Sainte-Julie	131 480
67040	Saint-Isidore	11 635
57033	Saint-Jean-Baptiste	13 810
71105	Saint-Lazare	94 309
55065	Saint-Mathias-sur-Richelieu	19 567
67005	Saint-Mathieu	9 404
57045	Saint-Mathieu-de-Beloeil	22 052
67010	Saint-Philippe	30 065
71075	Terrasse-Vaudreuil	6 400
59020	Varenes	116 527
71083	Vaudreuil-Dorion	215 946
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	8 211
59025	Verchères	25 349

1

19 844 000

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3		
Frais de financement	4		
Autres	5	64 479	58 432
	6	64 479	58 432

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité		
Code géographique	Municipalité	Montant
	Ensemble des municipalités	
66112	Baie-D'Urfé	148 098
66107	Beaconsfield	390 339
66058	Côte-Saint-Luc	490 061
66142	Dollard-Des Ormeaux	683 292
66087	Dorval	720 028
66062	Hampstead	190 779
66102	Kirkland	422 538
66092	L'Île-Dorval	1 377
66023	Montréal	39 328 036
66007	Montréal-Est	155 853
66047	Montréal-Ouest	103 016
66072	Mont-Royal	745 021
66097	Pointe-Claire	772 185
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue	111 062
66127	Senneville	46 537
66032	Westmount	936 253
65005	Laval	8 909 141
58033	Boucherville	1 379 805
58007	Brossard	2 126 185
58227	Longueuil	4 322 817
58037	Saint-Bruno-de-Montarville	798 133
58012	Saint-Lambert	618 918
73015	Blainville	1 245 751
73005	Boisbriand	596 111
73030	Bois-des-Filion	165 921
60005	Charlemagne	95 909
72010	Deux-Montagnes	252 810
60028	L'Assomption	363 715
73025	Lorraine	208 348
64015	Mascouche	856 859
74005	Mirabel	1 217 078
72032	Oka	99 791
72020	Pointe-Calumet	83 322
60013	Repentigny	1 489 000
73020	Rosemère	448 899
73035	Sainte-Anne-des-Plaines	223 793
72015	Sainte-Marthe-sur-le-Lac	298 831
73010	Sainte-Thérèse	477 091
72005	Saint-Eustache	863 805
72025	Saint-Joseph-du-Lac	131 043
60020	Saint-Sulpice	61 984
64008	Terrebonne	2 150 927
70022	Beauharnois	217 148
57040	Beloeil	457 407
59030	Calixa-Lavallée	18 229

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Code géographique	Municipalité	Montant
67020	Candiac	553 291
57010	Carignan	263 484
57005	Chambly	576 790
67050	Châteauguay	773 779
59035	Contrecoeur	185 028
67025	Delson	161 395
71100	Hudson	173 554
71095	L'Île-Cadieux	11 204
71060	L'Île-Perrot	180 932
67015	La Prairie	508 949
67055	Léry	56 265
71050	Les Cèdres	138 764
57025	McMasterville	99 062
67045	Mercier	222 373
57035	Mont-Saint-Hilaire	460 746
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	233 005
57030	Otterburn Park	141 332
71070	Pincourt	262 278
71055	Pointe-des-Cascades	25 569
55057	Richelieu	107 200
59015	Saint-Amable	184 296
57020	Saint-Basile-le-Grand	312 088
67035	Saint-Constant	473 295
67030	Sainte-Catherine	286 640
59010	Sainte-Julie	599 907
67040	Saint-Isidore	52 998
57033	Saint-Jean-Baptiste	62 955
71105	Saint-Lazare	430 501
55065	Saint-Mathias-sur-Richelieu	89 313
67005	Saint-Mathieu	42 997
57045	Saint-Mathieu-de-Beloeil	100 684
67010	Saint-Philippe	137 583
71075	Terrasse-Vaudreuil	29 226
59020	Varenes	532 197
71083	Vaudreuil-Dorion	986 502
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	37 434
59025	Verchères	115 738
	1	85 032 600

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<u>Code géographique</u>	<u>Municipalité</u>	<u>Montant</u>
	Certaines municipalités	
		2
		3
		85 032 600

**ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité		<u>2018</u> Réalizations	<u>2017</u> Réalizations
Administration générale			
Grefte et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	7 357 570	7 827 777
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5		
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	8		
Enlèvement de la neige	9		
Autres	10	688 247	648 212
Transport collectif	11		
Autres	12		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	13		
Réseau de distribution de l'eau potable	14		
Traitement des eaux usées	15		
Réseaux d'égout	16		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	17		
Matières recyclables	18		
Autres	19		
Cours d'eau	20		
Protection de l'environnement	21		
Autres	22	1 424 763	1 445 621
Santé et bien-être			
Logement social	23	36 495 000	36 495 000
Autres	24	4 489 900	4 287 800
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	25	1 034 674	974 487
Rénovation urbaine	26		
Promotion et développement économique	27	8 042 446	7 065 953
Autres	28		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	29		
Activités culturelles			
Bibliothèques	30		
Autres	31	25 500 000	25 500 000
	32	85 032 600	84 244 850

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	10,00	35,00	14 809,00	1 521 835	334 408	1 856 243
Professionnels	2	77,00	35,00	100 714,00	4 308 203	1 310 147	5 618 350
Cols blancs	3						
Cols bleus	4						
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
Élus	8	87,00		115 523,00	5 830 038	1 644 555	7 474 593
	9	64,00			832 801	373 389	1 206 190
	10	151,00			6 662 839	2 017 944	8 680 783

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	4 229 377				4 229 377
	17	4 229 377				4 229 377

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	50 611	45 405
	4	50 611	45 405
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	2 232	7 550
	15	2 232	7 550
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	24 384	18 065
	26	24 384	18 065
Santé et bien-être			
Logement social	27	552 238	666 549
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	552 238	666 549
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	35 916	30 867
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	9 744	19 905
Autres	34		
	35	45 660	50 772
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	675 125	788 341

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018*Non audité***Rémunération
(excluant charges
sociales)****Allocation de
dépenses**

Note

-
1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

- | Non audité | OUI | NON | S.O. |
|---|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | _____ | \$ |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT? | 2 <input type="checkbox"/> | 3 <input type="checkbox"/> | 4 <input checked="" type="checkbox"/> |

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

- | | | | |
|--|----------------------------|----------------------------|----|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 <input type="checkbox"/> | 6 <input type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018 | 7 | _____ | \$ |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 <input type="checkbox"/> | 9 <input type="checkbox"/> | |

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité**OUI****NON****Les questions 10 à 13 s'adressent aux MRC seulement**

10. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

31 32

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

11. La MRC a-t-elle conclu une entente avec une autre MRC pour l'exécution de travaux, l'organisation et l'administration de services ou pour l'exercice en commun de toutes autres fonctions (article 678 CM)?

33 34

Si oui, indiquer l'objet de l'entente ainsi que le nom de la MRC partie à l'entente :

12. La MRC a-t-elle compétence à l'égard de municipalités régies par le Code municipal en matière de gestion des matières résiduelles (articles 678.0.1 ou 678.0.2.1 CM)?

35 36

13. La MRC a-t-elle accepté la délégation d'un pouvoir du gouvernement du Québec ou de l'un de ses ministres ou organismes (articles 10 ou 10.5 CM)?

37 38

Si oui, indiquer quels pouvoirs ont été acceptés par la MRC et quelles sont les municipalités assujetties à ces compétences :

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Carolle Belley, CPA auditrice, CA , atteste que le rapport financier de Communauté métropolitaine de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-04-25 .

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Communauté métropolitaine de Montréal .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Communauté métropolitaine de Montréal consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Communauté métropolitaine de Montréal détient les autorisations nécessaires, notamment celles(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-04-04 09:48:53

Date de transmission au Ministère : 2019/04/25